



ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° **220404**

Portant réglementation de la circulation et du stationnement **pour BOUYGUES TELECOM, boulevard Marinoni, rue Blaise Pascal, rue Jean Bracco, boulevard du Maréchal Joffre, boulevard d'Alsace-Lorraine**

LE MAIRE DE LA VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2212-2, L2213-1 à L2213-5 ;
Vu le Code de la Route, notamment les articles R 110-2 al 2, R411-2, R411-25, R413-1 et R417-9 à R417-13 ;
Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le décret n° 2014-1606 du 23 décembre 2014 portant transformation de la métropole dénommée « Métropole Nice Côte d'Azur » et modifiant le décret du 17 octobre 2011 ;
Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 relative à la signalisation des routes et autoroutes et les textes subséquents ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 (livre I, 8^{ème} partie « signalisation temporaire ») approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié (journal officiel du 30 janvier 1993) ;
Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2002 modifiant les conditions de mise en œuvre de la signalisation routière ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2002-100 en date du 04 février 2002 relatif à la lutte contre le bruit ;
Vu l'arrêté municipal n°081028 en date du 08.10.2008 relatif à la lutte contre le bruit ;
Vu la demande VIAZUR n° 2022002976 ;
Vu la demande d'autorisation de travaux **n°22-BSM-00025**, présentée en date du 01/03/2022, par BOUYGUES TELECOM, 13/15, AVENUE DU MARÉCHAL JUIN - TECHNOPÔLE 92360 MEUDON - astreinte : 06 12 88 27 04, représentée par M. SARR Madiouf - port : 07 51 41 27 50, qui sollicite l'autorisation de faire réaliser **des travaux de tirage et raccordement de câble fibre optique, sans ouverture de tranchée en agglomération - boulevard Marinoni, rue Blaise Pascal, rue Jean Bracco, boulevard du Maréchal Joffre, boulevard d'Alsace-Lorraine, par l'entreprise SPAG RESEAUX SAS, 331, AVENUE DOCTEUR JULIEN LEFEBVRE 06270 VILLENEUVE LOUBET - 06 12 88 27 04 représentée par M. LA ROCCA IVAN à compter du 04/04/2022 à 21 heures et jusqu'au 29/04/2022, à 06 heures ;**
Vu l'avis favorable de la Métropole Nice Côte d'Azur, Direction Territoriale Collines et Littoral Est 5, rue de l'hôtel de Ville 06364 NICE ;

Considérant que pour réaliser ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement, afin d'assurer la sécurité des ouvriers intervenant pour l'entreprise ou de la personne chargée de la réalisation ainsi que la sécurité des usagers de la voie publique notamment.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération susvisée, réalisée sous maîtrise d'ouvrage BOUYGUES TELECOM, le bénéficiaire est tenu de respecter les prescriptions relatives à la circulation et au stationnement, boulevard Marinoni, du n° 17 BIS au n° 27, boulevard Marinoni, du n° 1 au n° 9, rue Blaise Pascal, au droit du n° 8, rue Jean Bracco, au droit du n° 10, boulevard du Maréchal Joffre, du n° 24 au n° 55, boulevard Marinoni, du n° 36 au n° 42, boulevard Marinoni, au droit du n° 10, rue Jean Bracco, du n° 1 au n° 9, boulevard du Maréchal Joffre, du n° 10 au n° 9 BIS, boulevard du Maréchal Joffre, du n° 20 au n° 39, boulevard du



ARRÊTÉ MUNICIPAL
N°
220404

Maréchal Joffre, du n° 14 au n° 33, boulevard Marinoni, du n° 20 au n° 45, boulevard d'Alsace-Lorraine, du n° 12 au n° 25, boulevard d'Alsace-Lorraine, du n° 10 au n° 8, boulevard d'Alsace-Lorraine, du n° 1 au n° 7, mentionnées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 : Selon les besoins de l'opération, la capacité et le régime de circulation seront modifiés pour tous les véhicules, les deux roues ainsi que les piétons, dans le tronçon de voie cité à l'article 1 du présent arrêté, de la manière suivante :

- la capacité de circulation sera réduite à 1 voie,
- un dispositif de circulation alternée par pilotage manuel sous la responsabilité de l'entreprise sera instauré, entre 21 heures et 06 heures,
- la circulation sera intégralement rétablie chaque jour, entre 06 heures et 21 heures,
- Possibilité de modification du stationnement.
- Selon les besoins de l'entreprise, le stationnement sera interdit.

En outre, le bénéficiaire devra respecter les prescriptions générales de circulation suivantes :

- Assurer la libre circulation des véhicules de secours et d'incendie,
- Assurer en permanence un passage sécurisé permettant la circulation et la sécurité des piétons, des personnes à mobilité réduite et de leur véhicule, dont la largeur minimale sera de 1,4 mètre, par la mise en place d'une déviation réglementaire.
- Faire mettre en place et entretenir, par les soins de l'entreprise chargée de l'opération, une signalisation temporaire de chantier et de déviation correspondante, conforme à la réglementation en vigueur.
- L'entreprise devra respecter les limitations de tonnage en vigueur sur toutes les voies du domaine public métropolitain.
- La vitesse de tous les véhicules, y compris les deux roues, est limitée à 30 km/h au droit de l'emprise définie à l'article 1 du présent arrêté, en application de l'article R413-1 du Code de la Route.
- Le dépassement de tous les véhicules, y compris les deux roues, est interdit au droit de l'emprise définie à l'article 1 du présent arrêté.
- **Tirage de câble par ouverture de tampons sans ouverture de tranchées. Tous travaux de tirage nécessitant une ouverture de chaussée devra faire l'objet d'une demande spécifique.**

ARTICLE 3 : Par dérogation à la réglementation précitée, relative à la lutte contre le bruit, l'opération pourra être effectuée de nuit, entre 0 heures et 0 heures, durant 16 nuits, dans le tronçon de voie cité à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 4 : La présente réglementation sera en vigueur à compter du 04/04/2022 à 21 heures et jusqu'à la fin du chantier et au plus tard le 29/04/2022, à 06 heures.

Le bénéficiaire de cette réglementation et/ou son mandataire sont tenus de détenir le présent arrêté sur site en permanence pendant la durée du chantier ainsi que l'arrêté de voirie portant autorisation de travaux pendant la durée de l'opération, dûment signé par le gestionnaire de la voirie.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Beaulieu-sur-Mer.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.



ARRÊTÉ MUNICIPAL
N°
220404

ARTICLE 7 : Copie du présent arrêté sera transmise pour exécution dans son domaine de compétences à :

- Monsieur le Commandant le Groupement de Gendarmerie des Alpes-Maritimes,
 - Monsieur le Commandant la Brigade de Gendarmerie de Beaulieu-sur-Mer,
 - Monsieur le Responsable de la Police Municipale de Beaulieu-sur-Mer,
 - BOUYGUES TELECOM,
 - SPAG RESEAUX SAS.
- ainsi qu'au chef de la Subdivision Est-Littoral

ARTICLE 8 : Le Maire ou son délégué, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Beaulieu-sur-Mer, le - **1 AVR. 2022**



Le Maire de Beaulieu-sur-Mer
Conseiller Métropolitain


M. Roger ROUX

